

Unité départementale de l'Essonne  
Cité administrative  
Boulevard de France  
91012 Evry-Courcouronnes Cedex

Evry-Courcouronnes, le **13 FEV. 2025**

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/01/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SCHÜTZ France**

Chemin du Buisson Gayet  
BP 11  
91460 Marcoussis

Références : D2025- **0201**

Code AIOT : 0006504480

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/01/2025 dans l'établissement SCHÜTZ France implanté Chemin du Buisson Gayet 91460 Marcoussis. L'inspection a été annoncée le 06/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'objet principal de la visite est de vérifier le respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 13 juin 2024 et de mener l'action nationale 2025 sur la prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCHÜTZ France
- Chemin du Buisson Gayet 91460 Marcoussis
- Code AIOT : 0006504480
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non



La société Schütz à Marcoussis exploite une installation de fabrication de récipients de grand volume (GRV), par extrusion / soufflage de PEHD (récipient du conteneur appelé poche) et cintrage / soudage de tubes métalliques (cage métallique).

À l'issue de la fabrication, les conteneurs sont fixés sur une palette qui peut être en métal (fabrication Schütz), en bois ou en plastique.

La société Schütz reconditionne également des conteneurs souillés. La poche souillée est alors séparée de l'armature métallique. L'armature est lavée et reçoit une poche neuve. Le fond de la poche souillée est découpé, raclé et lavé avant broyage. Lorsque le raclage / lavage du fond de la poche est impossible, ce fond est incinéré dans une installation dûment autorisée.

Les poches lavées sont broyées en copeaux de PEHD et expédiées en Allemagne.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.



## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Audits des procédures par un organisme accrédité	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Nature des activités	AP Complémentaire du 12/12/2018, article 1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
2	Typologie des sites industriels	Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11	/	Sans objet
3	Équipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361	/	Sans objet
4	Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Étant donné que l'exploitant a diminué son stock de matière plastique et que celui-ci est revenu à une quantité inférieure à la quantité maximale autorisée par l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 décembre 2018, l'inspection des installations classées propose à Mme la Préfète de l'Essonne



d'informer l'exploitant du respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 13/06/2024.

Enfin, concernant la non-conformité relevée, l'inspection propose à Madame la Préfète de l'Essonne de demander à l'exploitant de la tenir informée, dans les meilleurs délais et en tout état de cause avant la prochaine visite d'inspection, des actions engagées pour y répondre.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Nature des activités

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/12/2018, article 1			
<b>Thèmes :</b> Situation administrative, Quantité de matière plastique stockée			
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 26/03/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 27/12/2024</li></ul>			
<b>Prescription contrôlée :</b>			
Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) Le volume susceptible d'être stocké étant : 3. Supérieur ou égal à 100 m3 mais inférieur à 1 000 m3	<b>5 silos de 100 m3 de granulats de PEHD</b> <b>2 silos de 40 m3 de broyats de conteneurs lavés / recyclés</b> <b>un stock tampon de matières rebroyées de 190 m3</b> <b>soit un total de 770 m3</b>	2662-3	D  Avec le bénéfice de l'antériorité
<b>Constats :</b> <p>Le jour de l'inspection, l'inspection des installations classées a constaté que le surplus de big bags relevé lors de l'inspection inopinée du 26 mars 2024 n'était plus présent sur le site, la zone de stockage des big bags ayant été vidée.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté les mouvements de stock pour différentes périodes. Il a indiqué qu'en 2023, le nombre d'entrées était supérieur au nombre de sorties, entraînant une accumulation de stock. En 2024, la tendance s'est inversée, avec davantage de sorties que d'entrées, permettant ainsi de revenir à une situation conforme aux dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 décembre 2018.</p> <p>Les prescriptions de l'arrêté de mise en demeure n°2024PREF/DCPPAT/BUPPE/181 du 13 juin 2024 sont respectées.</p> <p><b>Ce point est soldé.</b></p>			
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite			



## N° 2 : Typologie des sites industriels

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11
<b>Thèmes :</b> Actions nationales 2025, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
<b>Prescription contrôlée :</b>  A compter du 1er janvier 2022, les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements et de procédures permettant de prévenir les pertes et les fuites de granulés dans l'environnement.
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué avoir mis en place, sous l'impulsion d'ELIPSO (association professionnelle représentant les fabricants d'emballages plastiques), un plan d'action depuis 2019 visant à atteindre l'objectif de "zéro" perte de granulés. Ce plan d'action est régulièrement mis à jour et repose sur l'identification des sources de pollution, la formation du personnel et la sensibilisation sur le site à travers des affichages. L'exploitant indique vouloir mener des campagnes de tests sur ses rejets eaux, notamment en installant une grille filtrante en amont du séparateur d'hydrocarbures afin de s'assurer qu'aucun granulé plastique n'est rejeté.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Équipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361
<b>Thèmes :</b> Actions nationales 2025, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements prévenant leur rejet canalisé dans l'environnement. Les zones de ces sites où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement. Les équipements et dispositifs mentionnés aux précédents alinéas sont adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions s'appliquent, à compter du 1er janvier 2023, aux sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels dont l'exploitation a démarré avant le 1er janvier 2021.
<b>Constats :</b>  L'inspection des installations classées a constaté sur le site la présence de balais et de dispositifs de rétention, notamment au niveau des deux silos de broyats. Elle a également relevé la présence de granulés plastiques au sol à proximité des big bags de broyats et des silos. L'exploitant indique que ce phénomène de dispersion est courant à ces endroits, mais précise que les employés sont sensibilisés et que le site fait l'objet d'un nettoyage régulier. Lors de la visite, l'inspection des installations classées a pu observer un employé nettoyant une zone de chargement à l'aide d'une balayeuse automatique. L'exploitant indique son intention d'investir dans de nouveaux équipements et de créer un poste permanent dédié au nettoyage des granulés plastiques sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**N° 4 : Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362
<b>Thèmes :</b> Actions nationales 2025, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels adopte des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement. Ces procédures visent à :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>a) Identifier les zones où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement ;</li><li>b) Vérifier périodiquement que les emballages utilisés pour le stockage et le transport des granulés de plastiques industriels sont conçus et manipulés de sorte à minimiser le risque de dissémination de ces granulés dans l'environnement ;</li><li>c) Confiner et ramasser tout granulé de plastique industriel répandu accidentellement dans l'enceinte du site ;</li><li>d) Procéder régulièrement au nettoyage des bassins de rétention situés en amont des équipements mentionnés au premier alinéa de l'article D. 541-361 et des abords du site placés sous le contrôle de l'exploitant ;</li><li>e) Inventorier et s'assurer régulièrement du bon état de fonctionnement des équipements et dispositifs mentionnés à l'article D. 541-361 ;</li><li>f) Former et sensibiliser, notamment par voie d'affichage, le personnel et les tiers intervenant sur le site ;</li><li>g) Réaliser des contrôles internes semestriels de ces procédures. Les procédures mentionnées aux précédents alinéas sont adaptées aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites.</li></ul> <p>Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a mis en place un plan d'actions conformément aux dispositions de l'article D. 541-362 du Code de l'environnement. Ce plan d'action est mis à jour trimestriellement. L'exploitant a recensé une dizaine de zones à risque et a mis en place des équipements sur le site afin de prévenir toute dispersion de granulés. Des affichages de sensibilisation ont également été installés à destination des employés, et une formation spécifique a été dispensée sur ce sujet.</p> <p>À titre d'exemple, l'exploitant a identifié un risque de perte de granulés en partie haute des silos. Afin de limiter ce phénomène, un système de surveillance du remplissage a été mis en place, permettant de restreindre le niveau à 80-90 % de la capacité des silos. L'exploitant envisage également d'installer un dispositif de type "chaussette" sur les silos afin de limiter toute dispersion éventuelle des granulés.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**N° 5 : Audits des procédures par un organisme accrédité**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364
<b>Thèmes :</b> Actions nationales 2025, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pour l'application du II de l'article L. 541-15-11, on entend par " inspections régulières ", les audits des procédures mentionnées à l'article D. 541-362. Ces audits sont mis en œuvre conformément aux dispositions du présent article, dans un délai d'un an à compter de leur mise en œuvre, puis au moins tous les trois ans, sous la responsabilité de l'exploitant de chaque site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels, par un organisme certificateur qu'il choisit parmi ceux mentionnés à l'alinéa suivant. Les organismes certificateurs habilités à réaliser les audits mentionnés au présent article sont indépendants de l'exploitant du site et accrédités à cet effet par le Comité français d'accréditation (COFRAC), ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (" European Cooperation for Accreditation ", ou " EA "), selon les dispositions de la norme ISO/ IEC 17021 " Évaluation de la conformité-Exigences pour les organismes procédant à l'audit et à la certification des systèmes de management " ou selon les dispositions de toute autre norme ou spécification technique présentant des garanties équivalentes. Ces audits peuvent être réalisés dans le cadre des audits de certification des systèmes de management de la qualité effectués par des organismes certificateurs accrédités conformément aux dispositions du précédent alinéa. Les organismes certificateurs accèdent à toute information ou document nécessaire à leur mission. L'exploitant met à disposition du public sur son site internet une synthèse de chaque rapport d'audit, en retirant les informations relevant d'un secret protégé par la loi. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022. .
<b>Constats :</b> Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué ne pas avoir réalisé d'audits sur ce sujet. L'inspection des installations classées lui a rappelé l'obligation de mener ces audits et de publier sur son site internet une synthèse de chaque rapport d'audit. L'exploitant a précisé son intention de les réaliser, notamment dans le cadre de ses audits ISO 9001 et ISO 22 000.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit procéder aux audits des procédures mentionnées à l'article D. 541-362, conformément à l'article R. 541-364 du Code de l'environnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

